

des années 30, voire depuis bien plus longtemps que cela. Si la société démocratique doit continuer à exister, il faudra supprimer le chômage. Poursuivons:

Si le régime communiste continue à progresser, employant tous les bras disponibles à satisfaire aux exigences de la production, et qu'en même temps notre propre société ne sait pas trouver le moyen d'employer utilement ses propres gens, ce sera là le plus dangereux des échecs.

Même si le régime communiste aboutit à une des plus grandes déceptions de l'histoire, nous ne serons guère plus avancés pour autant si notre régime à nous devient la proie de difficultés internes, inexplicables pour beaucoup.

Comment raisonner avec un chômeur qui a faim? Vous savez bien, et le gouvernement devrait le savoir, combien il est difficile de convaincre ces gens qu'il est indispensable d'avoir du chômage en permanence! Je vous supplie, monsieur l'Orateur, de dire au gouvernement,—sans doute ce n'est pas là votre rôle, je le reconnais,—mais, par votre entremise, je prie le gouvernement de s'arrêter davantage à cette question-là en particulier.

Une des raisons pour laquelle le gouvernement communiste est aussi puissant qu'il l'est aujourd'hui c'est qu'il peut compter sur l'appui d'hommes heureux qui non seulement mangent à leur faim mais ont aussi des emplois. Ils ont du travail,—il importe peu que ce soit du travail forcé, ce n'est pas là mon propos,—ils sont heureux et contents, dans la mesure où on peut l'être dans l'esclavage. Là est la puissance du communisme. Pour le combattre il faudra résoudre nos propres problèmes et voir à ce que tous nos citoyens aient sans cesse du travail.

Le conseil du travail de Vancouver et de la région a fait parvenir une lettre, je pense, à tous les députés de la Colombie-Britannique, pour leur exposer leur problème. J'ai ici la lettre qu'on m'a adressée le 8 novembre 1957 pour me prier d'assister à une réunion. La voici:

Cette réunion a pour but de discuter les moyens de soulager le chômage qui sévit dans notre région à l'heure actuelle, et qui augmente sérieusement tous les jours. On estime qu'il aura atteint bientôt des niveaux sans précédent à moins que les autorités compétentes, en collaboration avec l'industrie, ne prennent les mesures qui s'imposent pour trouver du travail à ceux qui n'en ont pas.

Le gouvernement nous dit que la situation n'est pas tellement mauvaise et que, continuer à parler de cette façon, c'est risquer de provoquer un complexe de crainte. Il est certain que les travailleurs eux-mêmes reconnaissent l'existence de ce problème. J'affirme que nous devrions le reconnaître aussi. Voici un article paru le mardi 5 novembre:

Vancouver adresse aux administrations supérieures un appel pressant en vue de faire procéder à des travaux d'intérêt public de façon

[M. Hahn.]

à combattre le chômage. Toutefois cet appel n'aura aucun sens si, au mois de décembre, les contribuables rejettent son plan quinquennal.

La ville de Vancouver essaye en effet de conserver du travail à ses citoyens; il y a là un autre problème. Voici ce que disait le premier ministre de la province. Voici une coupure de journal, datant aussi du 5 novembre:

Le premier ministre Bennett a affirmé lundi que si la Banque du Canada ne voulait pas tenir compte de l'opposition du ministre des Finances Donald Fleming à la politique de l'argent cher, "il faudrait la réorganiser immédiatement".

Je ne doute pas que notre bon ami de Westmorland (M. Murphy) qui ne semble pas dans son élément dans son propre parti, car c'est son propre parti qui, sauf erreur, est à l'origine de cette politique, aura plaisir à entendre cela.

M. Murphy (Westmorland): Parlez donc pour vous.

M. Hahn: C'est ce que je fais. Nous constatons que nombreux sont les individus qui se rendent brusquement compte qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans l'économie nationale. Il est grand temps qu'ils regardent autour d'eux et s'ils s'aperçoivent qu'ils sont entourés de collègues qui ne partagent pas leurs idées, qu'ils viennent donc siéger avec nous. Je cite le même article:

M. Bennett a déclaré que le gouvernement provincial, abstraction faite de ce qu'il consacre aux routes, va dépenser 100 millions cette année par l'entremise de l'administration des routes à péage, de la Commission d'énergie et du *Pacific Great Eastern*.

On consacre 100 millions à la construction de routes dans la province, on poursuit l'aménagement de centrales et l'extension du chemin de fer *Pacific Great Eastern*.

Il nous faut prendre la résolution de modifier notre politique commerciale. Pourquoi craindre un examen des transactions de la Banque du Canada et de la façon dont elle exerce son contrôle? Il est temps que le Parlement convoque ces administrateurs et leur demande de rendre compte des mesures qu'ils ont forcé la population à accepter et du chômage qui en est résulté.

Il ne suffit pas qu'une province le fasse. Notre province est allée plus loin, elle a envoyé, en Europe, une délégation commerciale pour mener des négociations que le gouvernement fédéral aurait dû entamer plus tôt. Comme tous les honorable députés, je sais que le gouvernement actuel n'a eu que cinq mois pour prendre ces décisions; je reconnais que c'est un nouveau gouvernement, qu'il lui faut du temps pour s'installer et qu'il n'a pas une expérience de vingt-deux ans. Néanmoins, les problèmes soulevés à la Chambre ont été portés à son attention si souvent qu'il est temps pour lui d'agir.